

FRANCIS  
SITEL

## Face à l'austérité : consensus avoué, consensus honteux ou lutte de classes...

Le capitalisme est malade : alors qu'une récession s'achève, une nouvelle s'annonce. Les experts de la Commission européenne prévoient pour l'Europe des Neuf, en 1980, une croissance moyenne de 2 %, contre 3,1 % en 1979; quant au chômage, qui représentait 5,5 % de la population active en 1978 et 5,6 % en 1979, il devrait atteindre 6,2 % en 1980; et la hausse des prix représenterait 9 % en 1980, contre 6 % en 1978.

Pour ce qui est des turbulences monétaires, les porte-parole de la bourgeoisie font alterner déclarations rassurantes et prophéties inquiètes. Le goût des anniversaires les amène à évoquer la crise de 1929 pour en exorciser le spectre. Ainsi l'éditorialiste du journal patronal *les Échos*, sous le titre suggestif «Apocalypse? Non. Aggravation de la crise : oui...», après avoir précisé que «la crise, type 1930, ne peut plus se reproduire telle quelle», écrit : «Le plus probable est que l'Apocalypse n'aura pas lieu, mais que la crise de chômage et d'endettement croissant continuera jusqu'à ce que les tensions sociales et politiques deviennent par trop intolérables au point de provoquer des révolutions ou des guerres.»<sup>1</sup>

C'est que l'optimisme de rigueur a, dans les conditions actuelles, ses limites. D'autant que la peur peut, en matière financière, être bonne conseillère. Le même journal n'invite-t-il pas ses lecteurs à

investir à l'étranger au nom d'étranges arguments : « De plus en plus dans un monde aussi troublé que le nôtre et à l'évolution brutale, une entreprise a intérêt à répartir ses risques et à ne pas "mettre tous ses œufs dans le même panier". En un mot, l'avenir est aussi hors de nos frontières » ?

Bref, la crise est là, au cœur de toutes les préoccupations. Et toutes les forces politiques organisent leurs dispositifs respectifs en fonction de cette donnée, avec la volonté de conjurer le danger dont elle est porteuse : la mise à l'ordre du jour, dans les faits, de ce que d'aucuns appellent pudiquement un « changement de société ».

### **Le gouvernement Barre dans l'impasse**

Lorsque Giscard avait fait appel à Barre pour lui confier la double responsabilité de diriger le gouvernement et l'économie, l'objectif assigné était, dans la perspective d'une reprise économique internationale à moyen terme, de profiter de la crise pour assainir le capitalisme français en infligeant des reculs importants à la classe ouvrière, afin de restaurer le taux de profit, de restructurer l'appareil industriel et de juguler l'inflation.

Profitant de la politique des directions ouvrières, qui s'est manifestée de façon spectaculaire en mars 78 par la reconduction du régime du fait de la division PC-PS et, depuis, par le refus d'organiser une riposte d'ensemble aux attaques de la bourgeoisie, Barre est incontestablement parvenu à marquer des points.

En effet, les travailleurs n'ont pas de mal à tirer le bilan de trois années de plans Barre : il tient en quelques chiffres. Le chômage s'est accru dramatiquement : + 52 % en trois ans (soit 480 000 chômeurs supplémentaires). Et ce, malgré les « pactes pour l'emploi » qui visent à dégonfler les statistiques du chômage ; et malgré le départ forcé de 30 000 travailleurs immigrés au nom de « l'aide au retour volontaire ». Le pouvoir d'achat a été freiné : sur trois ans, le SMIC horaire a augmenté de 41,6 % et le salaire ouvrier moyen de 43,6 %, soit respectivement, en pouvoir d'achat : + 7 % et + 9 %. Compte tenu de la diminution des heures payées et de l'augmentation des cotisations sociales (+ 3,3 %), c'est une augmentation réelle de + 1 % pour le SMIC et de + 3,5 % pour le salaire moyen qu'il faut prendre en considération. Encore faudrait-il faire rentrer en ligne les augmentations des impôts. Cette augmentation était de 7 % sur les deux années qui ont précédé l'arrivée de Barre. A cela il convient d'ajouter les attaques

contre la Sécurité sociale et les multiples remises en cause d'acquis ouvriers.

Dans le même temps, la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises (indicateur du partage salaires/profits) est tombée en 1978 à 49,5 %, contre 50,8 % deux ans plus tôt.

Ainsi, le caractère de classe de la politique économique de Barre est clair : au nom de la lutte contre la crise, les travailleurs payent pendant que les capitalistes s'enrichissent !

Pourtant de tels résultats ne suffisent pas à assurer le succès de la politique de Barre. Ce que confirment à leur façon les rumeurs de plus en plus insistantes sur une éviction de Barre plus rapide que prévu. En effet, en ce qui concerne le bilan gouvernemental proprement dit, l'échec est manifeste dans la mesure où le gouvernement soumettait toute sa politique à un objectif qui était de juguler l'inflation et de défendre le franc. Or, sur ce plan, les résultats sont sans appel. 32,4 % de hausse de prix en trois ans (+ 9,8 % l'an), une augmentation de la masse monétaire de 44 % et des liquidités monétaires de 48 %, le salaire horaire a augmenté de 48,2 %, et le déficit monétaire a atteint 40 milliards en 1979 au lieu des 15 milliards qui avaient été prévus en 1976. Quant au franc, il a perdu 15 % par rapport au mark, 13 % par rapport au franc belge, 7,4 % par rapport à la livre et 22 % par rapport au franc suisse ; par rapport à l'or, la perte est évaluée entre 45 et 60 %, selon qu'il s'agit du napoléon ou du lingot.

Le bilan est donc mince comparé à ce qui constitue aujourd'hui le climat général de la situation économique française que marque le casage de la croissance. Celle-ci était de + 4,7 % en 1976, elle est de 2,8 % en 1979.

Dans ces conditions, si les entreprises ont renfloué leur trésorerie et conforté leurs marges financières, la relance des investissements est au point mort.

Les faits viennent donc invalider l'optimisme « libéral » de Giscard qui prétendait que profit veut dire investissement et investissement promesse d'emplois. Non seulement les profits ne se consolident pas en investissements, mais les rares investissements opérés visent à accroître la productivité, c'est-à-dire signifient, en situation de croissance bloquée, des suppressions d'emplois.

Dès lors, lorsque la bourgeoisie tire le bilan de Barre, elle est amenée à prendre en compte l'importance des risques sociaux que le pouvoir a été amené à prendre pour arriver à des résultats si peu convaincants sur le plan strictement économique.

Les luttes ouvrières de la sidérurgie du Nord et de Lorraine ont

révéle, l'an passé, quel potentiel de combativité s'accumule au sein de la classe ouvrière confrontée aux agressions du pouvoir. Et quelles formes explosives celle-ci peut prendre à tout moment. Le journal *l'Expansion* jugeait bon alors d'avertir : « La politique économique de Raymond Barre peut échouer sur l'acier de deux façons. Soit qu'une émeute à Longwy ou à Denain contraigne le chef de l'État à changer de gouvernement. Soit que la crainte d'une émeute conduise le gouvernement à renoncer à sa politique de restructuration de l'industrie sidérurgique. »<sup>2</sup>

Certes, Barre a infligé, avec quelle brutalité, des coups à la classe ouvrière. Mais ceux-ci sont tombés non pas sur des travailleurs démolés et condamnés à la passivité, mais sur une classe ouvrière décidée à répliquer, qui cherche les voies et les moyens de porter la contre-offensive au niveau de l'attaque.

En ce sens, l'échec de Barre c'est avant tout la faillite d'un projet : celui qui consistait à transformer l'avantage électoral, inespéré, de mars 78 en un recul sévère infligé à la classe ouvrière.

Sur ce plan aussi, un peu plus d'un an et demi après les élections législatives, les choses sont claires. Les luttes de la rentrée, à l'Alstom, à Renault, à RVI, à Motobécane, un peu partout dans la métallurgie, celle des employés du commerce, ont témoigné que, face au pouvoir, la classe ouvrière résiste, se bat, s'interroge sur le type de riposte à engager. Quant à la mobilisation des femmes pour le droit à l'avortement, elle a montré que, si le pouvoir était décidé à revenir sur quelques concessions faites à la volonté des masses, il était contraint à reculer dès lors que celles-ci se battaient pour, au contraire, imposer véritablement un droit qui ne se partage pas.

Du coup, la morgue de Barre et les discours lénifiants de Giscard sont apparus pour ce qu'ils sont : des rideaux de fumée dissimulant mal la crise prolongée du pouvoir. Giscard apparaît impuissant à consolider véritablement l'alliance des forces qui le soutiennent, à élargir celle-ci et assurer sa légitimité au regard des masses. Malgré les délais et sursis qui lui ont été accordés du fait de la politique des directions ouvrières, malgré l'impuissance de Chirac et du RPR à dégager une alternative à sa politique, le régime, qui semble comme frappé d'anémie et incapable de convaincre, n'a su faire preuve que d'une seule vertu : sa capacité à durer.

Au demeurant, ces prolongations que joue le régime ont pris ces dernières semaines des relents de pourriture. La chute de Bokassa est venue éclabousser Giscard lui-même, montrant quelle corruption rongé les fastes de l'Élysée. Plus gravement, l'assassinat de Pierre

Goldman par des fascistes se réclamant de « l'honneur de la police » est là comme un avertissement : au cœur même de l'appareil d'État, l'ignominieuse menace est à l'affût.

Dans ces conditions, bien dérisoires apparaissent les escarmouches budgétaires du RPR et de tous ceux qui manœuvrent dans les travées parlementaires pour préparer les prochaines élections présidentielles.

Pourtant, appareils politiques et presse bourgeoise font assaut de séduction pour convaincre qu'il s'agit là de la seule échéance politique qui doive compter. En vain !

C'est qu'aux yeux des masses le centre de gravité de la vie politique se trouve situé de plus en plus clairement sur un autre terrain que celui de ces « jeux politiques » : celui des conditions de vie immédiates qui sont faites aux travailleurs. En effet, pour une masse croissante de travailleurs, la lutte de classe se polarise de façon consciente autour de l'austérité et du chômage, autour de la question de la riposte aux attaques patronales et gouvernementales. Oui, la mobilisation des femmes pour le droit à l'avortement, le rejet croissant des grèves rituelles de 24 heures, les multiples luttes qui mettent en avant les augmentations uniformes du pouvoir d'achat, les 35 heures, les luttes très dures menées en dehors des perspectives confédérales sur des points précis dont les travailleurs ont le sentiment d'avoir la maîtrise au plan de leur entreprise, tout cela témoigne de l'état d'esprit qui règne à l'heure actuelle parmi les travailleurs.

Ce dont très clairement est porteuse une telle situation, c'est, menace pour les uns, espoir pour les autres, d'une flambée de luttes qui bouscule manœuvres et projets de ceux qui veulent imposer à la classe ouvrière l'idée de l'inéluctabilité de l'austérité et des sacrifices.

C'est parce qu'il est conscient de cette situation que le pouvoir fait appel au seul atout qu'il ait en main : celui du « consensus social ». C'est-à-dire l'appel à la collaboration active des directions ouvrières, à commencer par les directions syndicales, pour imposer aux travailleurs une politique d'austérité qu'ils refusent.

## **Le consensus à l'ordre du jour**

Les directions ouvrières se défendent de répondre aux invitations du Pouvoir. Pourtant, il ne suffit pas de dénoncer le consensus pour le combattre ; il ne suffit pas de récuser le mot pour ne pas pratiquer la chose.

En effet, confrontés à la crise, les travailleurs ont besoin que leurs

organisations syndicales s'engagent sur la voie de la riposte d'ensemble, de la grève générale afin de s'opposer aux plans d'austérité et d'imposer leurs revendications. Ils ont besoin que PC et PS s'engagent dans la lutte à leurs côtés, dans l'unité, et affirment leur volonté d'être candidats au gouvernement.

C'est très précisément le contraire que font les dirigeants politiques et syndicaux : ils exacerbent la division, ils appellent les travailleurs à modérer leurs exigences revendicatives, ils prônent «l'action à la base», les mobilisations limitées et éclatées. Ils montrent par là leur volonté d'adapter leur politique à la crise que connaît le capitalisme afin d'éviter un affrontement direct entre la classe ouvrière et le régime.

Tous reconnaissent l'ampleur et la profondeur de cette crise, ainsi que la gravité de la situation pour les travailleurs. Mitterrand, dans son discours d'Anglet, parlait de «l'extraordinaire accélération de la crise subie par les travailleurs» et appelait à une «gauche unie de salut public». Herzog, au nom du Comité central du PCF, déclarait : «C'est qu'aujourd'hui, il s'agit d'une crise de la société qui appelle un changement de société.»

Mais ces constats grandiloquents ne débouchent que sur un aveu d'impuissance : PC et PS se refusent à apporter une réponse globale, à réaliser ce «changement de société», à imposer le «salut public».

Ainsi, par une division savamment orchestrée, ils rendent impossible toute solution politique globale et, par-là même, justifient leur politique de collaboration et le «réalisme syndical». Réalisme syndical qui consiste à appeler les travailleurs à se battre pour des miettes, à n'ambitionner que de simples actions de résistance, d'autodéfense, face à l'offensive généralisée du Pouvoir.

C'est cette politique qu'est venu couronner l'accord CGT-CFDT. Accord minimum entérinant la révision en baisse des revendications, caractéristique de ce point de vue l'abandon des augmentations uniformes et des 35 heures, au moment où ces revendications sont au cœur de toutes les luttes présentes. Accord d'inaction ajournant toute initiative d'ampleur nationale jusqu'à une nouvelle négociation sur la base du bilan des actions éclatées menées en octobre. Ainsi, cet accord constitue un dévoiement de l'aspiration unitaire des travailleurs et s'avère même incapable de mettre un terme à la polémique et à la division.

La direction de la CFDT arguë de l'impossibilité du changement politique, dont est responsable le PCF, pour justifier son «recentrage» et préconiser le «réalisme syndical». Quant au PCF, il a beau jeu

d'expliquer que c'est parce que PS et CFDT sombrent dans les eaux troubles de la collaboration de classes qu'il est nécessaire de se replier sur la «reconstruction de l'union à la base» et les initiatives sectaires.

Se légitimant l'une l'autre par la division, directions du PCF et de la CFDT espèrent ainsi pratiquer une espèce de «consensus politique» leur évitant de se trouver en porte-à-faux par rapport aux exigences des masses : «nous ne pouvons faire autrement» semble dire Maire, «nous ne pouvons faire plus» plaide Marchais...

Tandis que la direction de la CFDT, qui rejoint sur ce terrain les vieux routiers du genre que sont FO et la FEN, pratique un modèle classique de collaboration de classes — celui des tapis verts, des commissions d'études et des groupes de travail, avec pour remerciement quelques os à ronger —, la CGT et le PCF, profitant d'une belle montée en première ligne de leur partenaire, préservent leurs «marges d'opposition». Attitude que le PCF théorise sous la forme de sa ligne «d'union à la base», dispositif politique qui lui permet, à l'heure actuelle, d'empêcher un affrontement social de grande ampleur, tout en évitant de s'opposer ouvertement aux aspirations des travailleurs. Nous y reviendrons dans notre prochain numéro.

Une fois accepté le cadre commun de l'adaptation à la crise et du «consensus», les directions ouvrières peuvent se différencier, opposer leurs propres réponses à celles du voisin, qui au nom de «l'efficacité» et du «réalisme», qui au nom du «refus de la collaboration de classes». Ainsi s'opposent les deux formes d'acceptation du consensus mises en œuvre à l'heure actuelle : celle du «consensus avoué», façon CFDT-FEN-FO, celle du «consensus honteux», façon PCF-CGT.

## **Construire une alternative de lutte de classes**

Au moment où, sous prétexte de crise économique, la bourgeoisie fait appel au «consensus social», à l'effort commun de tous pour mettre la France en bonne position face à la «concurrence internationale», les travailleurs ne peuvent accepter les demi-réponses et les fausses batailles que proposent directions syndicales et politiques.

Il s'agit, au contraire, d'opposer aux attaques gouvernementales un plan d'action ouvrier dont le fondement est le refus de l'austérité, le refus de faire les frais de la crise du capitalisme. La classe ouvrière n'a pas, comme l'y invitent les directions, à accepter d'ajuster ses exigences et ses luttes à la volonté du capital de profiter de la crise pour restaurer son taux de profit.

Les éléments essentiels de ce plan sont clairs.

C'est tout d'abord la bataille pour les revendications qui correspondent à la défense des intérêts ouvriers : défense et augmentation du pouvoir d'achat, l'échelle mobile des salaires, le refus des licenciements, les 35 heures tout de suite sans diminution de salaire, l'échelle mobile des heures de travail, la défense des acquis, de la Sécurité sociale et des libertés démocratiques. Ce qui suppose le refus de toute révision en baisse de ces revendications de la part des directions syndicales.

C'est la bataille pour une lutte d'ensemble qui permette de faire face au pouvoir. Cette riposte c'est la grève générale. Celle-ci ne se décrète pas, mais elle se prépare, par le débat sur les perspectives qu'il convient de proposer, par l'organisation démocratique des luttes : assemblées générales de travailleurs souveraines, comités de grève...

C'est la bataille pour chasser ce gouvernement responsable de l'austérité et des attaques anti-ouvrières, pour imposer un gouvernement du PC et du PS. Aux directions qui arguent de l'absence de perspective politique pour cloisonner les luttes, refuser leur centralisation, les cantonner à des actions défensives éclatées, nous devons dire : il y a une perspective politique, forts de la confiance de millions de travailleurs PC et PS peuvent chasser ce gouvernement et former un gouvernement sans ministres bourgeois. Dans l'immédiat, cela signifie que PC et PS doivent s'engager, unis, dans la lutte aux côtés des travailleurs et leur apporter le meilleur soutien que ceux-ci peuvent attendre de leurs partis majoritaires : que ces derniers se portent candidats au pouvoir.

C'est en menant cette bataille, en opposant les réponses de luttes de classes à la division et aux compromissions que pratiquent les directions, que les militants marxistes-révolutionnaires seront en mesure de construire avec les travailleurs qui cherchent ces réponses le parti dont la classe ouvrière a besoin.

En effet, ce dont témoignent les luttes présentes c'est d'une combativité importante et d'une politisation qui s'opère dans les profondeurs d'une classe ouvrière confrontée aux attaques de la bourgeoisie et aux réponses collaborationnistes des directions. Bien des luttes montrent que beaucoup de travailleurs refusent les tactiques qui leur sont imposées par les confédérations : journées d'action sans lendemain et grèves rituelles de 24 heures, absence de centralisation, révision en baisse des revendications... Les pétitions, adresses, motions qui se multiplient sont là pour révéler que ces travailleurs s'interrogent et débattent, veulent préparer la riposte d'ensemble qui permette de s'opposer vic-

torieusement au pouvoir et faire barrage à sa politique : le « tous ensemble » jusqu'à satisfaction, la grève générale...

Ces signes dont s'inquiètent les bureaucrates, nous nous en félicitons, nous en sommes partie prenante, nous voulons qu'ils se multiplient. Ils signifient que la classe ouvrière veut se battre, qu'elle a les moyens de le faire. Ils montrent, concrètement, que l'austérité n'est pas fatale, que la collaboration n'est pas inéluctable, que d'autres réponses sont possibles.

Francis Sitel

#### NOTES

1. *Les Échos*, 11 octobre 1979.
2. *L'Expansion*, mars 1979.